

Sujets d'EC1 et d'EC3
Quelle action publique pour l'environnement ?

Table des matières

EC1	2
Montrer comment l'environnement est devenu un problème public	2
Présenter deux acteurs qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public	2
Montrer que les acteurs qui ont permis à l'environnement de devenir un problème public entretiennent des relations de coopération et de conflit	3
Montrer que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles	3
Expliquer que les accords internationaux en matière d'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin	4
Expliquer que les accords internationaux en matière d'environnement sont contraints par des inégalités de développement entre pays	4
Montrer comment la taxation est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement	5
Montrer comment la réglementation est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement	5
Montrer comment la subvention à l'innovation verte est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement	6
Montrer comment le marché des quotas d'émission est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement	6
Présenter un instrument dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement	6
Montrer les avantages/inconvénients de la taxation	7
Montrer les avantages/inconvénients de la réglementation	7
Montrer les avantages/inconvénients de la subvention aux énergies vertes	8
Montrer les avantages/inconvénients du marché des quotas d'émission	8
Montrer que la mise en œuvre des instruments luttant contre les externalités négatives se heurtent à des dysfonctionnements de l'action publique	9
EC3	10
Montrer que les acteurs qui ont participé à la construction des questions environnementales comme problème public sont multiples	10
Montrer que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement	10
Montrer que les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints	11

EC1

Montrer comment l'environnement est devenu un problème public

Un problème public est une situation qui va être considérée à un moment comme « problématique » (inacceptable, immorale, ou du moins suscitant le débat) par les membres d'une société et que les pouvoirs publics vont devoir résoudre. Pour qu'une situation devienne un problème public, il faut des années, des décennies. C'est un **processus**, en plusieurs étapes

Certains acteurs (souvent des associations, experts, des partis politiques...) vont **pointer du doigt** une situation comme étant problématique et comme étant un problème concernant l'ensemble de la société. Pour cela les associations vont souligner l'idée qu'il ne s'agit pas d'un seul problème individuel (privé) mais collectif. Très tôt dans les années 1970 certains ont alerté sur les dégâts environnementaux dus à la croissance (ex : en 1972 sort le *Rapport Meadows*, écrit par des experts).

Ces « entrepreneurs de cause » vont devoir ensuite **raconter un récit** (un narratif, une histoire) permettant de « cadrer », d'englober le problème pour le rendre compréhensible aux autres membres de la société. Dit autrement ils vont devoir **décrire le problème** : en se basant sur des faits, des statistiques (concernant l'environnement ils vont évoquer l'élévation des températures, l'existence de sécheresses...), avant de **présenter les causes** (les responsables) en l'occurrence l'activité humaine (production/consommation) qui est responsable et enfin de **proposer des solutions** (quelles normes, lois mettent en œuvre pour résoudre le réchauffement climatique ?) comme le ralentissement de l'activité économique (moins produire/moins consommer).

Ensuite le problème devra être **mis à l'agenda**. Il existe des centaines de situations qu'on pourrait juger problématiques (les violences conjugales, les addictions comme l'alcool). Il s'agit cette fois de s'assurer que le problème sera médiatisé, qu'il sera traité en priorité par les médias et donc relayé auprès de la population. Pour mettre à l'agenda un problème il existe plusieurs stratégies comme la réalisation d'actions qui vont choquer, surprendre. Ex : les associations Dernière Rénovation ou Extinction Rébellion sont connues pour leurs actions médiatiques (collages de main/jets de sauce tomates sur des tableaux dans un musée, s'asseoir sur des routes/périphérique parisien, interruption d'événements sportifs ou culturels comme Roland Garros ou la cérémonie des César, interpeller E. Macron au salon de l'agriculture).

Présenter deux acteurs qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public

Au choix 2 acteurs à présenter sur les 6 vus en cours.

Les acteurs qui ont permis à l'environnement de devenir un problème public sont nombreux (associations, mouvements citoyens, partis politiques, experts, entreprises, pouvoirs publics). Parmi eux les associations et les mouvements citoyens ont un rôle particulier à jouer.

Une association une organisation regroupant des individus qui vont s'allier (« s'associer »), mettre en commun des ressources (de l'argent, du temps, des compétences) afin de défendre une cause.

Récemment Extinction Rébellion et Dernière Rénovation ont été médiatisées. Leurs membres pratiquent la **désobéissance civile** qui consiste désobéir aux lois (mais de manière non violente). Cette stratégie peut consister à bloquer, à entraver, à empêcher des automobilistes de rouler, d'avions de décoller.

On peut citer une autre association Sea Shepherd fondée en 1977 par Paul Watson qui a pour objectif de préserver les espèces animales notamment aquatiques. Ses membres protègent ainsi les baleines et les dauphins contre la surpêche. L'association est équipée de navires pour parcourir les mers et océans.

Ensuite les mouvements citoyens, moins organisés que les associations, sont des regroupements d'individus, qui vont agir ensemble, ici pour le climat.

En 2019, E. Macron a convoqué une convention de 150 citoyens tirés au sort pour qu'ils proposent des solutions pour diminuer l'émission de gaz à effet de serre (GES). Ce fut la **convention citoyenne pour le climat (CCC)**. Il s'agit d'une tentative de **démocratie directe** où ce sont les citoyens qui réfléchissent, étudient les faits présentés par des scientifiques, dialoguent entre eux avant de proposer des mesures à appliquer. La convention citoyenne pour le climat a élaboré 149 propositions. Dans un discours tenu en 2019, E. Macron s'était engagé à soumettre ces mesures « sans filtre » au Parlement pour qu'elles soient votées, c'est-à-dire à ne pas les modifier. En réalité, seul 10% des mesures ont été reprises par les pouvoirs publics.

Montrer que les acteurs qui ont permis à l'environnement de devenir un problème public entretiennent des relations de coopération et de conflit

Il existe plusieurs acteurs qui ont permis à l'environnement de devenir un problème public (associations, mouvements citoyens, partis politiques, experts, entreprises, pouvoirs publics).

Ces acteurs entretiennent différentes relations entre eux. Parfois ils seront alliés, ils **coopéreront** (dialogues, rencontres lors de réunions comme en 2007 lorsque Nicolas Sarkozy avait organisé le « Grenelle de l'environnement » pour traiter de problème environnemental : des associations, des experts et les pouvoirs publics dialoguèrent en vue de formuler des mesures). Ces acteurs pourront également être **en conflit** (existence d'affrontements) lorsque les intérêts de chacun seront trop différents.

Concernant les mouvements citoyens, il peut exister deux types de mouvements citoyens selon qu'ils optent pour une stratégie de **coopération** ou de **conflit**. La convention citoyenne pour le climat était une situation de coopération entre citoyens et pouvoirs publics puis le Président avait convoqué 150 citoyens pour proposer des mesures.

En revanche, parfois les mouvements citoyens peuvent entrer en conflit avec les pouvoirs publics ou des entreprises. Il pourra s'agir de la constitution de **zones à défendre (ZAD)** lorsque des citoyens occupent des territoires pour empêcher la réalisation de projets néfastes à l'environnement. Ex : En 2012 pour empêcher la construction d'un nouvel aéroport (à la place de terres agricoles) à côté de Nantes, des citoyens ont occupé le lieu de construction du futur aéroport et s'y sont installés (construction de maisons) empêchant cette construction. Des affrontements avec les forces de l'ordre voulant les déloger eurent lieu. Le projet a été abandonné et aujourd'hui encore certains vivent dans cette ZAD.

Montrer que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles

L'action publique a lieu sur 4 échelles différentes.

Tout d'abord au niveau **local** : les mairies, département et régions peuvent créer de nouvelles règles et agir à une petite échelle. Exemple : une mairie peut décider de remplacer des places de stationnement pour les voitures par des pistes cyclables. Plusieurs mairies dont la mairie de Paris se sont lancées dans de vastes projets de création de pistes cyclables incitant à éviter l'usage de la voiture (plus polluante).

Ensuite au niveau **national** : soit à l'échelle d'un pays. C'est le Président de la République assisté de son gouvernement (1^{er} ministre et ministres) qui peut mettre en œuvre des mesures favorables à l'environnement. Les lois sont votées par le Parlement composé de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Ensuite, à l'échelle de l'Union Européenne (UE), le Parlement Européen vote des directives (« lois européennes ») qui vont être mise en application par la Commission Européenne. En 2019, l'UE avait prévu d'interdire les plastiques à usage unique.

Enfin à l'échelle mondiale, c'est-à-dire internationale, les pays peuvent signer des accords comprenant des centaines d'Etats. L'environnement étant un problème global, mondial, la solution est aussi à cette échelle. Les Etats se rencontrent en négociant lors des **conférences des parties** (COP) des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue de limiter la hausse des températures dans le futur. La dernière COP a eu lieu en Egypte en novembre 2022.

Expliquer que les accords internationaux en matière d'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin

Tous les pays peuplent et habitent la même terre. Ils partagent le même air, la même nature, et donc subissent tous également le même changement climatique (comme la hausse des températures). Aucun pays n'est à l'abri, ni ne peut s'exclure des conséquences du changement climatique. En matière de climat, il y a une **interdépendance** entre les pays dans la mesure où les actions des uns pour l'environnement profiteront aux autres pays et inversement les actions néfastes de quelques pays pour l'environnement nuiront à l'ensemble des pays.

Le problème étant international, la solution doit l'être également, à travers des accords entre pays, lors de COP (conférence des parties).

Pourtant certains pays seront tentés de se comporter comme des **passagers clandestins**, soit ne pas participer à l'action collective pour le climat, et ne pas subir les coûts de l'action climatique, mais en revanche bénéficier des efforts fournis par les autres pays. En effet, fournir des efforts pour diminuer ses émissions de gaz à effet de serre est coûteux pour les Etats. Cela signifie abandonner certains secteurs polluants, baisser la production et son PIB, détruire des emplois dans ces secteurs polluants, investir dans des énergies nouvelles, durables mais coûteuses.

Il est alors tentant pour un pays de ne pas subir ces coûts et d'attendre que les autres Etats, eux, diminuent leurs émissions de GES et subissent les coûts de dépollution. L'Etat n'a alors pas subi les coûts mais profite des efforts, des investissements réalisés par les autres Etats,

Le problème est que les autres Etats peuvent anticiper cette stratégie et adopter le même comportement. Si ce type de comportement se généralise, aucun Etat n'est incité à fournir les efforts pour moins polluer et limiter ses émissions de GES et le problème du réchauffement climatique n'est alors jamais résolu...

Expliquer que les accords internationaux en matière d'environnement sont contraints par des inégalités de développement entre pays

Tous les pays peuplent et habitent la même terre. Ils partagent le même air, la même nature, et donc subissent tous également le même changement climatique (comme la hausse des températures). Aucun pays n'est à l'abri, ni ne peut s'exclure des conséquences du changement climatique. En matière de climat, il y a une **interdépendance** entre les pays dans la mesure où les actions des uns pour l'environnement profiteront aux autres pays et inversement les actions néfastes de quelques pays pour l'environnement nuiront à l'ensemble des pays.

Le problème étant international, la solution doit l'être également, à travers des accords entre pays, lors de COP (conférence des parties).

Pourtant tous les pays n'ont pas la même responsabilité dans le dérèglement climatique et tous les pays ne subissent pas les mêmes conséquences du réchauffement climatique.

En effet, les Etats qui émettent le plus de GES sont les Etats les plus riches (Etats-Unis, Chine, France, Canada, Allemagne...). Ce sont donc eux qui sont principalement responsables du réchauffement climatique et cela depuis la Révolution industrielle (18^{ème} siècle). Dit autrement, la richesse des pays occidentaux s'est construite en émettant des GES.

Aujourd'hui, le réchauffement climatique concerne tous les pays sans exception, le GIEC invite donc tous ces pays à diminuer leurs émissions de GES. Cependant les pays en développement (en Amérique du Sud, en Afrique) souhaitent se développer davantage, développement qui passe nécessairement par davantage d'émissions de gaz à effet de serre. Les pays occidentaux souhaiteraient que ces pays participent à l'effort de diminution des émissions de GES, cela signifierait renoncer à leur développement alors même qu'ils sont les moins responsables du changement climatique. Pour les pays en développement, la responsabilité du changement est climatique est celle des pays riches, c'est à eux de réaliser les plus gros efforts en faveur du climat.

Autre point de désaccord entre pays riches et pays en développement. Les pays les moins responsables du réchauffement climatique sont également ceux qui subissent le plus les conséquences du changement climatique (ex : sécheresses causant des famines en Afrique). Les pays riches, eux, ont encore des technologies, des systèmes de santé les protégeant de ces conséquences. Les pays riches doivent-ils alors payer pour réparer les conséquences de leurs actions sur les pays les plus touchés par les sécheresses et autres catastrophes naturelles ?

C'était un point de désaccord qui contraignait les négociations entre pays du Nord et pays du Sud lors des dernières conférences des parties (COP) empêchant d'arriver à des accords entre Etats.

(A titre d'information, lors de la dernière COP, en Egypte, les Etats du nord se sont engagés à financer un fonds de 700 milliards de \$ pour indemniser et aider les pays du sud les plus touchés par le changement climatique.)

Montrer comment la taxation est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement

Elle consiste à appliquer une taxe (un impôt) donc un coût supplémentaire sur la production ou la consommation d'un produit émettant des GES.

Cela va donc augmenter le prix de ce produit et désinciter les agents économiques à le produire ou consommer. Les agents économiques seront alors incités à se tourner vers des produits moins polluants, plus respectueux de l'environnement puisqu'ils seront peut-être moins chers.

Montrer comment la réglementation est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement

C'est **l'imposition d'une norme générale à l'ensemble des agents économiques** (entreprises, consommateurs...). La réglementation oblige les agents économiques à adopter un comportement (obligation de faire) ou à éviter certains comportements (obligation de ne pas faire).

Ex : la mairie de Paris qui interdit, lors des pics de pollution, les voitures les plus polluantes d'entrer dans la capitale.

Ex : interdiction de l'utilisation du pesticide nommé « Round up » nuisible à la santé des agriculteurs et des consommateurs en France.

Montrer comment la subvention à l'innovation verte est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement

Il s'agit d'avantages financiers (comme une prime, une diminution des impôts) reconnus par les pouvoirs publics aux agents économiques (entreprises, ménages) lorsqu'ils adoptent des comportements non/moins polluants. La subvention encourage, incite les comportements moins polluants.

Ainsi si des propriétaires rénovent leurs appartements pour que ces appartements consomment moins d'énergie (en posant de nouvelles fenêtres, en modifiant l'isolation...), l'Etat peut leur verser une prime. De même si un individu souhaite acheter un vélo électrique, l'Etat peut lui verser une somme d'argent. Cela compense son investissement, les coûts subis par l'individu qui adopte un comportement moins polluant. Concernant les entreprises, si elles investissent en R&D et crée de nouveaux produits moins polluants ou de nouvelles sources d'énergie moins polluantes, l'Etat peut diminuer leurs impôts récompensant leur innovation.

Montrer comment le marché des quotas d'émission est un instrument permettant d'agir contre les externalités négatives sur l'environnement

Les pouvoirs publics fixent un plafond maximum d'émissions de GES pour une période. Puis ils distribuent aux entreprises des quotas (une quantité ou un nombre maximum) d'émissions de GES. Autrement dit les entreprises ont alors le droit d'émettre des GES mais en quantité limitée. Les entreprises vont ensuite produire des biens et services et émettre des GES. Au cours de leur production, les entreprises peuvent se retrouver dans deux situations :

- La 1^{ère} les entreprises ont émis moins de GES que ce qu'elles pouvaient (que ce que les pouvoirs publics leur avaient distribué comme quota d'émission)
- La 2^{ème} les entreprises émettent plus de GES que ce qu'il leur a été autorisé...

Ces deux types d'entreprises vont alors se rencontrer sur le marché des quotas d'émissions de GES...

Les entreprises peuvent ensuite acheter ou vendre sur le marché des quotas d'émission, leur quota. En effet certaines entreprises décidant de moins polluer ne vont pas utiliser tout leur quota d'émission de GES. Elles pourront alors les revendre à d'autres entreprises et cela constituera des revenus (€) pour elles. A l'inverse les entreprises ne souhaitant pas ou ne pouvant pas diminuer leurs émissions de GES peuvent acheter le quota d'émissions d'autres entreprises et ainsi être autorisées à polluer.

La rencontre entre ces entreprises sur le marché des quotas d'émission aboutit à la fixation d'un prix : le prix du quota des émissions de GES, le prix à polluer. Ce prix est perçu par les entreprises peu polluantes et il est payé par les entreprises polluantes. Cela doit donc inciter les entreprises à moins polluer.

Présenter un instrument dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement

1 instrument à présenter sur les 4 vus en cours

Montrer les avantages/inconvénients de la taxation

Elle consiste à appliquer une taxe (un impôt) donc un coût supplémentaire sur la production ou la consommation d'un produit émettant des GES.

Contrairement à la réglementation qui s'applique à tous les agents économiques, la taxe permet aux agents économiques d'avoir le choix. Soit, ils polluent et payent la taxe, soit ils ne veulent pas payer la taxe et cesseront de polluer. Ainsi si certaines entreprises ont des difficultés à moins polluer (ex : les énergies vertes coûtent trop cher pour elles), elles pourront continuer à produire à condition de payer la taxe. Ces entreprises ne seront pas désavantagées vis-à-vis des plus grandes entreprises capables de moins polluer.

De plus la taxe rapporte des recettes à l'Etat car c'est une forme d'impôt. L'Etat pourra alors financer des projets permettant de protéger l'environnement (ex : installation d'éoliennes, verser des aides aux propriétaires pour qu'ils rénovent leur appartement...). On parle de **double dividende** de la taxe : 1) elle diminue la pollution 2) elle permet de financer des projets favorables à l'environnement.

En revanche Une difficulté posée par la taxation est de savoir quel doit être son niveau (€). Car niveau trop faible de taxe ne va avoir aucun effet sur les émissions de GES. A l'inverse une taxe trop forte peut nuire aux entreprises et aux consommateurs.

D'ailleurs le mouvement des gilets jaunes est né du mécontentement de l'application d'une taxe carbone. Cette dernière rendait plus cher l'essence. Or pour certains ménages modestes (et ruraux vivant à la campagne), la voiture est indispensable (il n'existe pas d'alternatives comme des transports en commun). Leur faire payer une taxe revenait à diminuer leur pouvoir d'achat. La taxation n'est donc pas toujours une mesure facilement acceptée par les citoyens.

Montrer les avantages/inconvénients de la réglementation

C'est l'**imposition d'une norme générale à l'ensemble des agents économiques** (entreprises, consommateurs...). Elle présente des avantages mais aussi des inconvénients.

Tout d'abord, elle met à contribution de l'ensemble des agents économiques (*égalité de traitement*) Réduction rapide, immédiate des nuisances, des pollutions une fois la réglementation mise en place.

En revanche La réglementation pour être efficace nécessite une surveillance étroite, un fort contrôle de la part des pouvoirs publics, donc des moyens financiers conséquents pour éviter que certaines entreprises ne respectent pas la réglementation.

D'ailleurs même en présence de contrôle, la fraude peut exister. Les voitures des constructeurs sont soumises à des tests vérifiant qu'elles respectent un seuil d'émission de GES. Récemment nous avons appris que Volkswagen avait truqué pendant des années ces tests d'émissions pour ses voitures. Ce scandale a été baptisé le « dieselgate ». Cela montre qu'une réglementation peut être contournée par les entreprises et n'est alors pas efficace.

Enfin dernier inconvénient, la réglementation s'applique à tous les agents économiques quelle que soit leur situation or certains agents économiques pourraient être plus désavantagés que d'autres par cette réglementation.

En effet les coûts de dépollution (transition vers d'autres manières de produire plus chères, utilisation de nouvelles technologies durables plus chères...) peuvent être élevés. Or ces coûts ne seront pas ressentis de la même manière selon les entreprises. En effet une réglementation obligeant les entreprises à réduire leurs

émissions de GES pourrait nuire à l'activité d'entreprises polluantes n'ayant pas les fonds suffisants pour adopter une manière de produire plus viable. La réglementation avantagerait alors les grandes entreprises qui ont les moyens financiers pour modifier leur processus de production au détriment des autres entreprises.

Montrer les avantages/inconvénients de la subvention aux énergies vertes

Il s'agit d'avantages financiers (comme une prime, une diminution des impôts) reconnus par les pouvoirs publics aux agents économiques (entreprises, ménages) lorsqu'ils adoptent des comportements non/moins polluants.

La subvention étant incitative, elle repose sur le libre choix des individus d'adopter des technologies moins polluantes. Ce n'est pas une contrainte.

En revanche lorsque l'Etat subventionne en offrant une prime aux individus, cela coûte de l'argent à l'Etat. Or l'Etat dispose de ressources publiques limitées (elles proviennent des impôts des français comme la TVA, les impôts des entreprises présentes sur le territoire).

Ensuite peut-être que l'agent économique (l'entreprise ou le ménage) aurait changé de comportement sans la prime. Peut-être un individu aurait-il acheté un vélo électrique ou une voiture électrique même en l'absence de la prime versée par l'Etat. La prime de l'Etat, coûteuse, est alors inutile puisque ce n'est pas elle qui a incité l'individu à modifier son comportement. On dit que l'agent économique a bénéficié d'un **effet d'aubaine** en bénéficiant d'une prime alors qu'il avait déjà l'intention de modifier son comportement et de moins polluer.

Montrer les avantages/inconvénients du marché des quotas d'émission

Le marché de quotas d'émission est un lieu fictif où se rencontrent des entreprises ayant des quotas d'émission de GES en plus et d'autres entreprises qui en manquent. Elles vont donc se rencontrer pour échanger, les 1ères entreprises vendant leurs quotas aux autres.

L'avantage du marché des quotas est que les pouvoirs publics connaissent à l'avance le niveau de pollution car ce sont eux qui fixent la quantité maximum d'émissions de GES par les agents économiques en les distribuant aux entreprises.

En revanche lorsque les pouvoirs publics attribuent trop de droits à polluer (des quotas trop importants), le prix sur le marché du droit à polluer sera alors trop faible et n'incitera pas les entreprises à moins polluer. C'est ce qui se passe dans l'UE depuis son application en 2005, le prix du quota d'émissions est trop faible car les pouvoirs publics ont distribué trop de quotas. Cela ne désincite donc pas les entreprises à moins polluer

Montrer que la mise en œuvre des instruments luttant contre les externalités négatives se heurtent à des dysfonctionnements de l'action publique

Pourtant malgré ces 4 instruments (la réglementation, la subvention aux énergies vertes, la taxation et le marché des quotas d'émission), l'action publique s'avère parfois inefficace. Pourquoi ? Car l'action des pouvoirs publiques peut connaître des **dysfonctionnements**.

L'action publique peut être influencée dans leur prise de décision par des lobbys d'entreprises polluantes rendant des réglementations peu utiles car peu contraignantes. Ainsi si des lobbys d'entreprises agricoles ont mené des campagnes auprès des élus (Assemblée Nationale, Sénat) pour éviter que les pesticides soient interdits. L'action publique est influencée par les lobbys d'entreprises.

L'action publique manque parfois de cohérence. Ainsi si l'essence consommée par les automobilistes est taxée, le kérosome des jets privés de l'est pas. La raison de l'absence de taxe remonte à la Convention internationale de Chicago adoptée en 1944, qui interdit aux pays signataires de taxer le carburant contenu dans le réservoir des avions. Or cela est un problème de cohérence puisque les plus riches (ceux utilisant des jets privés), polluent le plus, mais dans ce cas ne contribuent pas à diminuer les émissions de GES. (Un jet privé pollue plus qu'une voiture).

L'action publique peut être lente. En effet entre le vote d'une loi puis son application concrète par l'administration, puis par la population il peut exister des **délais** importants qui feront qu'avant d'être réellement appliquée et efficace, l'objectif à atteindre pourrait ne plus être pertinent. Ex : pour limiter l'élévation des températures de 2°, les pouvoirs publics peuvent adopter différentes réglementations mais si réglementations ne sont réellement appliquées qu'après un délai assez long et que la température ait augmenté de 2°, elle n'est plus vraiment utile.

EC3

Montrer que les acteurs qui ont participé à la construction des questions environnementales comme problème public sont multiples

Introduction :

Rappel des limites écologiques de la croissance

Déf° de problème public

Reprise de la question

Annonce du plan

1^{ère} partie : les citoyens

- **Les associations** (déf°, explication, des exemples)

- **Les mouvements citoyens** (déf°, explication, des exemples)

2^{ème} partie : les hommes/femmes politiques

- **Les partis politiques** (déf°, explication, des exemples)

- **les pouvoirs publics** (déf°, explication, des exemples)

3^{ème} partie : autres acteurs

- **les experts (le GIEC)**

- **les entreprises**

Montrer que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement

Introduction

Déf° de pouvoirs publics et d'externalités négatives

Reprise de la question

Annonce du plan

1^{ère} partie : la réglementation

- Principe

- Avantages et inconvénients

2^{ème} partie : la taxation

- Principe

- Avantages et inconvénients

3^{ème} partie : la subvention aux énergies vertes

- Principe

- Avantages et inconvénients

4^{ème} partie : le marché des quotas d'émission

- Principe

- Avantages et inconvénients

Montrer que les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints

Introduction :

Présenter le climat (et le changement climatique) comme un « **bien commun** », un problème concernant tous les pays.

Préciser le cadre des négociations et accords internationaux en matière de climat : les **COP** (conférence des parties).

Reprise de la question

Annonce du plan

1^{ère} partie : les négociations et accords internationaux en matière de climat sont contraints par des stratégies de passager clandestin

- qu'est-ce qu'un passager clandestin ?
- Application de cette notion aux relations entre Etats dans la lutte contre le réchauffement climatique
- Inaction de l'ensemble des Etats (*paradoxe de l'action collective internationale*).

2^{ème} partie : les négociations et accords internationaux en matière de climat sont contraints par des inégalités de développement entre pays

- Les responsables du réchauffement climatique sont les pays occidentaux et leur croissance depuis le 18^{ème} siècle. Ils se sont développés en polluant. Les Etats en développement souhaiteraient eux aussi se développer et accéder à un meilleur niveau de vie. En même temps ils devraient eux aussi participer à la lutte contre le dérèglement climatique et diminuer leurs émissions de GES. Mais alors cela signifierait d'abandonner tout espoir de se développer... C'est un 1^{er} point de désaccord entre pays riches et pays en développement.

- Les plus grands pollueurs sont les pays les plus riches (Etats Unis, Chine) mais ce sont en même temps les pays qui subissent le moins les conséquences du dérèglement climatique (comme les sécheresses causant des famines). A l'inverse les Etats qui polluent le moins sont ceux qui subissent le plus les conséquences du dérèglement climatique. Les Etats développés ne devraient-ils pas aider, fournir une assistance aux pays plus pauvres pour affronter ces conséquences négatives ? C'est le 2^{ème} point de désaccord entre pays riches et pays en développement.